



Les quatre échelles de la gouvernance

Et encore, quatre c'est modeste ! L'Etat, du monopole au sandwich, entre les villes et régions d'un côté, l'Europe et le monde de l'autre. Comprendre les défis de la gouvernance mondiale, le rôle des régions du monde .

En France, et on le voit encore dans les discussions récentes sur la décentralisation, l'Etat demeure central. Les villes, communes, communautés de communes, les régions, se définissent principalement dans leurs rapports avec l'Etat au point de nous faire oublier au quotidien les autres niveaux de gouvernance. Les régions, elles, ne l'oublient pas et beaucoup de villes. Vous observerez que d'ores et déjà la quasi-totalité des régions européennes ont une représentation permanente à Bruxelles. Que ça plaise ou non aux Etats. Parce qu'elles éprouvent le besoin de dialoguer avec ce nouvel échelon de gouvernance de plus en plus important dans les décisions concrètes et dans la vie quotidienne. Parler d'échelle de gouvernance, c'est dans un premier temps déconstruire notre vision de la prééminence de l'Etat. D'ailleurs, souvenez-vous que le terme de gouvernance est venu à la mode précisément du fait de la crise des Etats. Il faut s'habituer, et ça va mettre du temps en France, à *ne considérer l'Etat que comme un niveau parmi d'autres de la gestion de la société. Un niveau parmi d'autres de la gestion de la société*, pris en sandwich entre le niveau local et le niveau européen notamment. C'est une rupture radicale de perspective. Non pas que l'Etat n'ait plus d'importance, pas du tout. Il jouera dans le domaine fiscal, dans le domaine de la redistribution, dans le domaine des grands services, encore un rôle dans cinquante ans. Je ne suis pas là en train de célébrer la mort de l'Etat, je suis en train de vous dire simplement : considérons-le comme un niveau parmi d'autres.

Le niveau mondial, je l'ai montré à propos des objectifs de la gouvernance, nous concerne par-dessus tout. Faisons un petit exercice. Il va y avoir en décembre 2015 la COP 21 (21^{ème} Conférence Of Parties sur le climat). Cette COP 21 se tiendra à Paris et elle est supposée adopter un plan d'action adopté par tous les Etats, pour enfin lutter sérieusement contre le changement climatique. Tout ça va se négocier dans des relations intergouvernementales. Qu'est-ce qu'une relation intergouvernementale ? On commence par définir des « intérêts nationaux », comme si ceux-ci existaient par essence, comme si ceux-ci pouvaient exister indépendamment des Etats et puis on confronte ces intérêts nationaux. Maintenant, imaginons un autre scénario où on fait une réunion avec cent villes et on invite ces villes à être représentées non pas seulement par leurs collectivités territoriales, mais par les représentants des différents secteurs de la population. On fait dialoguer ces cent sociétés qui sont loin d'être des sociétés microscopiques compte tenu de la taille des villes car maintenant, les grandes villes représentent une taille souvent supérieure à bien des Etats. Je vous dis que la nature de la conversation qui se nouerait et probablement les conclusions qui seraient dégagées n'auraient rien à voir avec la nature des discussions et des conclusions d'une conférence intergouvernementale. Ce que je veux dire par là, et c'est illustré par le développement des réseaux de villes, c'est que *l'emboîtement local, national, régional, mondial, en poupées russes n'est pas le seul modèle possible d'humanisation de la mondialisation*. Que la manière de travailler en réseau, entre des villes, entre des territoires,, pas seulement pour des coopérations économiques et commerciales, mais pour s'attaquer ensemble aux défis de la planète, est une autre forme de gouvernance mondiale. Au même titre que si l'on imaginait, et la chose viendra inévitablement, qu'un dialogue entre les régions européennes prenne autant de force que le dialogue intergouvernemental qui domine aujourd'hui la scène européenne, nous arriverions à un autre paysage et à une autre Europe.

J'introduirai à ce niveau un autre concept qui m'est cher, celui de la *fractalité* de la gouvernance. Vous savez ce que c'est qu'un phénomène fractal ? C'est un phénomène qui, à différentes échelles, du macroscopique au microscopique, retrouve la même configuration. Eh bien, je m'étais aperçu que si l'on concevait la gouvernance mondiale comme le dialogue entre vingt

régions du monde, et pas entre deux cents Etats extrêmement hétérogènes, de même que si on imaginait au niveau d'une région française le dialogue entre les vingt pays qui la constituent et pas les plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de communes — et petit à petit on y vient, avec l'idée de communautés de communes, avec l'idée de métropoles, etc.— on aurait un dialogue de nature tout à fait différente de celui qu'on a aujourd'hui mais tout à fait semblable au dialogue qui s'organiserait au niveau mondial entre vingt régions du monde. Effectivement, la construction de la gouvernance à d'autres échelles que le local, à partir d'approches horizontales et non plus à partir de l'approche de poupées russes, et le constat qu'à différentes échelles c'est la même configuration qui s'opère pour le lien entre deux échelles, est de mon point de vue un guide majeur de la réflexion sur la gouvernance. Toutes les questions qu'on est amené à traiter au niveau le plus local doivent être resituées par rapport aux trois autres niveaux que sont le national, le régional et le mondial.